

La recherche est en péril, il faut la soutenir et vite !



Photo prise le 18 mai 2006 à Grenoble, du nouveau bâtiment de Minatéc, un centre mariant recherche, enseignement, développement industriel des micro et nanotechnologies qui fera travailler 4 000 personnes. | AFP/JEAN-PIERRE CLATOT

Les responsables politiques d'un nombre croissant d'Etats membres et de l'Union européenne ont totalement perdu le sens de la réalité de ce qu'est la recherche.

Ils ont choisi d'**ignorer** le caractère déterminant de la contribution d'une recherche forte à l'économie, un fait particulièrement important pour les pays les plus sévèrement frappés par la crise économique. Au lieu de quoi ils ont imposé des coupes budgétaires drastiques dans la Recherche et le Développement (R&D), ce qui augmente la vulnérabilité à court et moyen terme de ces pays. Ceci s'est fait sous le regard approbateur des institutions Européennes, plus soucieuses de la bonne application des mesures d'austérité que du maintien ou de l'amélioration des infrastructures de R&D, qui pourtant peut **aider** ces pays à **changer** leur modèle productif pour un modèle plus fiable, basé sur la production de connaissances.

Ils ont choisi d'**ignorer** que la recherche n'obéit pas aux cycles politiques ; que l'investissement en R&D doit **être** soutenu dans la longue durée car la science s'apparente à une course de fond ; que certains de **ses** fruits peuvent **être** cueillis maintenant mais que d'autres pourront **nécessiter** plusieurs générations pour **arriver** à maturation ; que si nous ne semons pas aujourd'hui, nos enfants n'auront pas les moyens d'affronter les difficultés de demain. Au lieu de quoi ils ont adopté des politiques d'investissement en R&D contra-cycliques avec un seul objectif : **réduire** le déficit annuel au niveau arbitrairement fixé par les institutions Européennes et financières, sans **prendre** en compte les effets dévastateurs de ces choix sur le potentiel scientifique et

d'innovation des Etats Membres, et donc de l'**Europe** toute entière.

Ils ont choisi d'**ignorer** que l'investissement public en R&D attire l'investissement privé ; que dans un « pays d'innovation » comme les Etats-Unis, plus de la moitié de la croissance économique vient de l'innovation enracinée dans la recherche fondamentale financée par l'Etat. Au lieu de quoi ils ont fait le pari absurde que l'objectif, fixé par le traité de Lisbonne, de 3% du PIB consacré à la R&D pourrait **être** atteint par le seul secteur privé, tandis que l'effort public pourrait **être** réduit. Au contraire, dans bien des pays européens, le nombre d'entreprises innovantes chute, tandis que les **entreprises** de taille familiale sans capacité d'innovation prévalent parmi les PME.

Ils ont choisi d'**ignorer** le temps et les moyens nécessaires pour **former** des chercheurs. Au lieu de quoi, s'abritant derrière la directive européenne de réduction des effectifs des **services** publics, ils ont coupé drastiquement les emplois dans l'**enseignement supérieur** et la recherche publics. Ajouté à l'absence de débouchés dans le secteur privé et les coupes en ressources humaines, cela génère une fuite des cerveaux du Sud vers le Nord et de l'Europe vers le reste du monde. Il en résulte une perte d'investissement irrécupérable et une aggravation du fossé en R&D entre les Etats membres. Découragés par le manque de débouchés et la précarité inhérente à l'enchaînement de CDD, de nombreux scientifiques pensent à **abandonner** la recherche ; un départ qui, étant donnée la nature de cette activité, est sans retour. Les effectifs de personnel qualifié nécessaires à l'**industrie** sont décimés. Au lieu de **réduire** le déficit public, cet exode contribue à en **créer** un autre : un déficit en technologie, en innovation et en découvertes à l'échelle de l'Europe.

Ils ont choisi d'**ignorer** que la recherche appliquée n'est rien de plus que l'application de la recherche fondamentale, et ne se limite pas à la recherche visant un impact à court terme pour le marché, comme certains décideurs politiques semblent le **croire**. Au lieu de quoi, au niveau national et européen, ils se focalisent exclusivement sur ces produits commercialisables, qui ne sont que les fruits accessibles d'un arbre de recherche complexe. Même si certaines de ses graines peuvent, en germant, **être** à la source de nouvelles questions, en sapant la recherche fondamentale, ces décideurs déracinent lentement le système de recherche dans son ensemble.

Ils ont choisi d'**ignorer** comment la recherche fonctionne ; que la recherche suppose l'expérimentation et que toutes les expériences ne peuvent pas réussir ; que l'excellence est le sommet d'un iceberg qui ne surnage que grâce au volume des travaux sous-jacents. Au lieu de quoi la **politique** scientifique, aux niveaux nationaux et européen, tend à ne plus **financer** qu'un

nombre réduit d'équipes de recherche bien établies, sapant la diversité des approches qui seront nécessaires pour **relever** les défis technologiques et sociétaux de demain. En outre, cette stratégie contribue à la « fuite des cerveaux » puisqu'un petit nombre d'institutions de recherche attire tous les gagnants de la course aux contrats.

Ils ont choisi d'**ignorer** que la **synergie** entre recherche et éducation est essentielle. Au lieu de quoi ils ont taillé dans le financement des **universités** publiques, portant atteinte à la qualité de l'enseignement et mettant en péril leur capacité à **promouvoir** l'égalité des chances.

Et surtout, ils ont choisi d'**ignorer** que la recherche n'est pas seulement utile à l'économie mais qu'elle augmente les connaissances et le **bien-être social**, y compris pour ceux qui ont trop peu de ressources pour y **contribuer** financièrement.

Ils ont choisi d'**ignorer** mais nous sommes déterminés à ne pas l'**accepter**. Nous sommes des chercheurs-citoyens, nous formons un réseau **international** habitué à **échanger** informations et propositions. Nous avons engagé une série d'initiatives aux niveaux nationaux et européen afin de nous **opposer** fermement à la destruction systématique des infrastructures nationales de R&D et de **contribuer** à la construction d'une Europe sociale initiée par la base. Nous appelons scientifiques et citoyens à **défendre** avec nous ces **idées**. Il n'y a pas d'alternative. Nous le devons à nos enfants et aux enfants de nos enfants.

Amaya Moro-Martín, astrophysicienne, Space Telescope Science Institute, Baltimore, (Etats-Unis) ; Euroscience, **Strasbourg** ; Investigación Digna (pour l'**Espagne**) ;

Gilles Mirambeau, virologue VIH, Sorbonne Universités, UPMC Université **Paris 6** (**France**) et IDIBAPS, Barcelona (Spain), Euroscience, Strasbourg ;

Rosario Moritti, sociologue, ISCTE, CIES-IUL, Lisbonne (**Portugal**) ;

Sebastian Raupach, physicien, à l'origine de l'initiative scientifique populaire « Perspektive statt Befristung » (**Allemagne**) ;

Jennifer Rohn, biologiste cellulaire du **cancer**, Division of Medicine, University College London, London (Grande **Bretagne**) ; présidente de « Science is Vital » ;

Francesco Sylos Labini, physicien, **Centre** Enrico Fermi, Institut des Systèmes Complexes (ISC-CNR), Rome (**Italie**) ; éditeur de Roars.it ;

Varvara Trachana, biologiste cellulaire, Faculté de **Médecine**, Ecole des **Sciences** de la Santé, Université de Thessalie, Larissa (**Grèce**) ;

Alain Trautmann, immunologiste du cancer, CNRS, Institut Cochin, Paris (France) ; ex-
porte-parole de « Sauvons la Recherche » ;

Patrick Lemaire, embryologiste, CNRS, Centre de Recherche de Biochimie Macromoléculaire, [Montpellier](#), initiateur et porte-parole de “Sciences en Marche” (France).

Les vues exprimées par les signataires ne sont pas nécessairement celles de leurs employeurs.

Cette analyse critique, publiée simultanément dans Nature et dans de nombreux journaux en Europe, est un appel lancé aux décideurs politiques pour qu'ils corrigent leur cap, c'est un appel aux scientifiques et aux citoyens, pour la [défense](#) du rôle essentiel de la science dans la société. Cette lettre peut [être](#) signée à cette adresse : openletter.euroscience.org.